

# ASSIA BENSALAH ALAOUI

Ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc

**Jim HAUGLAND**

Nous allons commencer par faire intervenir Mme Assia Bensalah Alaoui, dont la réputation n'est plus à faire au Maroc, et qui est l'ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc.

**Assia BENSALAH-ALAOUI**

Excellence, Mesdames, Messieurs, bonsoir. Merci Thierry, même si tu n'es pas là, de m'offrir le redoutable privilège de tenir cet auditoire prestigieux éveillé après trois jours de débats intenses. On peut poser d'emblée la question qu'impose notre titre : quelle gouvernance globale face aux ruptures certaines et aux timides recompositions qui sont à l'œuvre sur la scène internationale ?

Tout d'abord, face à l'acharnement de Monsieur Trump de déconstruire l'Etat fédéral et de détricoter les accords commerciaux, et face à ses outrances. Au-delà des interrogations et, peut-être du discrédit que ceci jette sur le leadership américain, il y a évidemment les risques du protectionnisme, avec les pertes importantes qui ont été énoncées hier, tant pour les Américains que pour les partenaires, à commencer par le voisin canadien, mais surtout le Mexique et la lointaine Corée ;

- face aussi à une Chine qui brigue le centre de l'échiquier international, forte de la part croissante de ses investissements sur la scène mondiale ;
- face aussi à la grande capacité de nuisance de la Russie ;
- et aussi face aux incertitudes de la vieille Europe, exacerbées par la montée de tous les extrémismes, du populisme, les déconvenues du Brexit, ... mais qui a aussi la chance de trouver, dans la vigueur du jeune président Macron, une volonté de dissiper ces incertitudes, bien entendu grâce aussi au leadership de l'inoxydable Angela Merkel, même affaiblie.

Bien sûr, on peut s'interroger: revitaliser l'Europe, est-ce possible sans la refondation de la Méditerranée ? Une Méditerranée où nous partageons, avec bien entendu la faillite du projet Euro-méditerranéen, bien plus l'instabilité que la prospérité et la sécurité qui avaient été annoncées.

Il est impératif de s'attaquer aux racines du mal, notamment aux facteurs inducteurs du crime organisé et ses puissants réseaux transnationaux. Je ne dirai, très brièvement, qu'un mot là-dessus. On sait qu'ils sont responsables des liens complexes de tous les trafics, des trafics de drogue à ceux de migrants et d'armes. Il s'étend malheureusement aux enfants livrés à la prostitution et au travail gratuit. Nous savons que la translation du Moyen-Orient vers la Méditerranée, des groupes terroristes affiliés tant à Al-Qaïda qu'à Daech, qui ont tissé des liens avec les groupes terroristes locaux, à travers l'Afrique du nord, notamment installés en Libye, et à travers la zone sahélienne, des shebabs à Boko Haram, menace une région extrêmement fragile. Il faudrait donc espérer que la conférence Europe-Afrique s'attaque à ces problèmes, notamment aux sources du mal-développement, au chômage des jeunes, qui laisse hélas à ceux-ci le choix entre l'embrigadement chez les terroristes ou dans les réseaux mafieux et l'émigration !

Il est clair que je prends note de la volonté de Monsieur Macron de donner 0,55 % du PIB de la France à l'aide au développement, mais il est clair qu'avec ce chiffre, qui nous renvoie au début des années 70, avec les 0,7 % du PIB n'étant atteints que par les Scandinaves, on est loin du compte. Il faut donc des réponses énergiques pour empêcher que ces acteurs ne prennent racines et que ne se multiplient les Etats faillis et les narco-Etats, comme, hélas, ce premier Etat en Afrique. Ce partenariat stratégique est donc attendu de pied ferme. J'espère que le sommet d'Abidjan ne nous décevra pas trop.

A cet égard, je me réjouis que mon pays ait pris à bras-le-corps cette problématique sécuritaire en développant une véritable stratégie globale, louée par tous nos partenaires. Il est clair que si vous ne donnez pas de vrais enjeux aux populations dans leurs sociétés, vous ne leur fournissez pas la base durable de la sécurité. C'est ce que nous essayons de faire justement au Maroc, grâce à l'ambitieux programme de démocratisation, mais le chemin est, hélas, long et souvent très sinueux.

Quelle gouvernance face aussi aux mégatendances ? Les deux qui s'imposent à tous, à savoir la montée irrésistible des incertitudes – c'est la seule certitude que nous avons – et la vitesse vertigineuse du changement technologique – on en a parlé hier –, avec des bénéfices certains pour les plus puissants, les plus performants, mais des risques incommensurables pour la plupart et surtout pour les plus fragiles. Quelles parades ? Elles ne sont pas nombreuses. Il y a bien sûr le revenu universel. On sait où il a mené Monsieur Benoît Hamon. Il y a aussi l'éducation, qui est fondamentale. Mais quelle éducation quand on sait que les enfants qui entrent à l'école aujourd'hui vont pratiquer des métiers qui n'existent pas encore ? Quels contenus ? Comment préparer ces enfants ? Comment recycler la moitié des adultes qui sont des analphabètes du numérique, pour éviter de créer ce que Marc Benioff a appelé des « *digital refugees* » ? Ceux qui vont s'exiler, parce qu'ils n'ont pas cette capacité numérique d'exercer les nouveaux jobs, et qui iront alourdir le cauchemar des réfugiés actuels et des réfugiés climatiques potentiels !

Il semble que face à l'inévitable et l'irrésistible montée de ces phénomènes, nous ne soyons pas démunis, tant en Afrique que dans le Moyen-Orient et les pays arabo-islamiques.

Nous partageons tout d'abord cette prédisposition culturelle à faire face ; à « se débrouiller ».

En deuxième lieu l'extrême jeunesse des populations est un atout certain : une jeunesse impatiente d'en finir avec les anachronismes, à condition bien sûr qu'elle puisse bénéficier d'une éducation de qualité et d'une insertion réelle dans les sociétés pour donner libre cours aux solutions ingénieuses, à ses énergies créatives et innovantes. A cet égard, de nombreux exemples ont été donnés hier pour l'Afrique.

Je voudrais aussi parler de toutes les ruptures qui ont lieu à l'heure actuelle.

Ce matin, nous en avons encore eu la confirmation avec cette nouvelle fracassante en provenance de l'Arabie Saoudite, où la gérontocratie a passé le témoin au bouillonnant prince héritier. A coup d'investissements titaniques, 500 milliards de dollars, pour sa « Future Investment Initiative » énergies renouvelables, eau, *smart cities*, intelligence artificielle, divertissement, rien n'est oublié, Mohamed ben Salmane veut initier une véritable révolution.

Il préconise aussi des réformes ambitieuses, y compris des réformes sociétales, qui concernent les femmes notamment. J'en dirai deux mots en conclusion...

Il prône surtout, le retour à l'islam du juste milieu ; ce qui constitue une rupture sans précédent avec le rigorisme religieux qui caractérisait cet État ultra-conservateur !

Quelles chances de réussir pour MBS ? Notamment, quels risques, avec ce que nous avons entendu ce matin, onze princes en prison, quatre ministres en exercice, dix anciens ministres, etc. ? Est-ce que ceci ne va pas le déstabiliser davantage ? En tout cas, il en prend le risque et c'est un changement qui est absolument fondamental, avec des résultats incertains.

Pour terminer, *last but not least*, un mot sur les femmes. Vous comprendrez que dans ce domaine, les résultats sont hélas décevants. Les femmes sont d'ailleurs les grandes absentes de notre agenda de cette World Policy Conference, même si leur présence se multiplie. Cette rupture pour les femmes est mitigée :

- Avec tout d'abord des mauvaises nouvelles. Nous savons à quel point le scandale Weinstein a révélé ce que tout le monde savait, mais on détourne le regard, à savoir l'extrême vulnérabilité des femmes, même chez les plus riches et les plus puissants. Il faudra attendre l'année 2234 pour que la parité soit atteinte, selon un dernier rapport !

- De bonnes nouvelles malgré tout. D'abord, en Arabie Saoudite, je l'ai dit. C'est une vraie nouvelle, une autonomisation des femmes à travers le fait de conduire – c'est symbolique – mais, surtout, à travers la levée de la



tutelle. Mais tout le monde aura compris que pour mettre en œuvre cet ambitieux programme, les embûches sont immenses, parce que c'est une société tribale où il va être extrêmement difficile de rentrer dans les *practicalities*, comme on dit, puisque même les plus courageux ne vont pas oser dénoncer leur propre tribu et leur propre clan.

Des avancées certaines cependant.

Le scandale Weinstein a libéré la parole. Seulement, il ne faut pas que l'inflation verbale vienne décrédibiliser les femmes avec des excès et des provocations. Il faut rassurer les hommes, pour que de véritables partenariats puissent nous conduire à construire des sociétés meilleures.

Pour finir sur une note plus légère, cette libération de la parole n'a pas épargné le Maroc. Nous avons vu nos ministres juniors, celles que nous appelons ici les secrétaires d'Etat, se rebeller contre leurs ministres de tutelle, souvent du même parti d'ailleurs, parce qu'elles se sont senties discriminées. Ceux-ci ne leur ont pas donné les moyens d'exercer correctement les missions que leur a confiées sa Majesté le Roi. C'était amusant. Mais, surtout, c'est symbolique, parce que les femmes au Maroc, maintenant, ont un vrai enjeu, un vrai progrès à préserver.

Au Maroc, nous avons réussi une véritable révolution culturelle, qui reste malheureusement à mettre en œuvre, grâce à la rencontre de deux légitimités : la *bottom-up approach*, le travail des femmes sur le terrain, qui a brisé bien des tabous, dès les années 1992, et l'*approche top-down* grâce au leadership déterminé de SM Le Roi qui a placé l'émancipation de la femme marocaine comme l'une des priorités de son règne, dès son premier discours du trône. De nombreux exemples illustrent en effet le militantisme des femmes au Maroc, de la création de la première association pour lutter contre le SIDA par Madame Hakima Himmish, professeure d'inféctiologie, aux collectifs de femmes avocates qui défendent les femmes violées, en passant par la fameuse association de Madame Ech-Chenna, qui héberge les mères célibataires avec leurs enfants et qui a fait des émules. On voit se renforcer un militantisme de femmes absolument extraordinaire et qui va peut-être avoir raison de cette extrême polarisation de nos sociétés, où les controverses se multiplient et les vrais débats sont évités, y compris d'ailleurs le débat sur la misère sexuelle dans les pays musulmans, où il est interdit d'avoir des rapports hors mariage. Il faut qu'on prenne à bras-le-corps les vrais sujets et qu'on nourrisse les vrais débats.

Pour terminer sur une note heureuse, je voudrais féliciter Asma Lamrabet, car l'activisme des femmes sur le terrain est également épaulé par la recherche, et nous avons cette femme remarquable qui dirige le Centre sur la femme au sein de l'association des Oulémas Rabita Al Mohammadia. Centre qui avait déjà gagné le prix de la meilleure recherche sur les femmes dans le monde musulman en 2014. Son ouvrage *L'Islam et les femmes* vient d'être couronné par le prix Atlas de l'ambassade de France au Maroc. Une lecture que je vous recommande vivement pour mieux comprendre les complexités de cet Orient qui paraît si simple.

Je vous remercie pour votre attention.